

Annexe.

Tableau — Répartition crédit provisionnel

DO/PR	AB	Montant (en millions de francs)
31,1	1120	13,8
31,1	4340	20,6
31,1	4348	22,1
31,1	4460	60,5
31,1	4468	65,9
Total 31,1		182,9
31,2	1120	3,2
31,2	4340	1,8
31,2	4348	1,8
31,2	4460	7,2
31,2	4468	6,3
Total 31,2		20,3
TOTAL GENERAL		203,2

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1996 portant répartition de la deuxième tranche du crédit provisionnel inscrit à la division organique 39, programme 10 - crédits provisionnels (02), allocation de base 00.08 du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1996.

Bruxelles, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

La Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMFESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

N. 97 — 261

[S - C - 97/29050]

25 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en œuvre d'autres services sur le câble

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel tel que modifié, notamment son article 19^{quater};

Vu l'avis n° 163 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à l'exercice des compétences de la Communauté française à l'égard des nouvelles technologies de la communication;

Vu l'avis n° 186 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif à la mise en œuvre d'autres services sur le câble;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1996;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1996;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

a) le décret : le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel tel que modifié;

b) service : les autres services de radiodiffusion au sens des alinéas 1^{er} à 3 de l'article 19^{quater} du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, à savoir les services, autres que les programmes sonores et de télévision à destination du public en général ou d'une partie de celui-ci, émis par la RTBF ou un organisme de radiodiffusion, visant à la mise à la disposition, concomitante ou non à de tels programmes, de signes, de signaux, de textes, d'images, de sons ou de messages de toute nature, destinés indifféremment au public en général, à une partie de celui-ci ou à des catégories de public, lorsque le contenu du message ne constitue pas une correspondance privée.

Constituent notamment des services de radiodiffusion pour l'application du présent arrêté :

1° les services de programmes thématiques ou destinés à des publics spécifiques;

2° les services à valeur ajoutée comme le télé-achat;

3° les services de télétexte;

4° les services de distribution ou les services à la demande caractérisés par une interactivité tels :

- la télévision avec paiement à la séance;
- la quasi vidéo à la demande;
- la vidéo à la demande;
- les programmes de formation à distance.

Ces services peuvent être payants ou codés;

c) la société : toute personne morale distincte des distributeurs, dont le siège social ou le siège d'exploitation est situé en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, visée à l'article 19^{quater}, alinéa 3 du décret, sans préjudice de l'article 21 du décret;

d) l'organisme : la RTBF et tout organisme de radiodiffusion, dont le siège social ou le siège d'exploitation est situé en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, visés à l'article 19^{quater}, alinéa 1^{er} du décret et défini en son article 1^{er}, 7^{bis}.

Art. 2. La mise en œuvre via le câble d'un service par une société ou un organisme doit faire, pour chaque service, l'objet d'une autorisation individuelle et incompressible délivrée par le Gouvernement à cette société ou à cet organisme.

L'autorisation est délivrée pour une période de trois ans renouvelable.

La demande de renouvellement est introduite six mois au moins avant l'expiration de l'autorisation et respecte la procédure décrite dans le présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4, le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions peut accorder, dès réception de la demande visée à l'article 3 et avant toute réception de l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel visé à l'article 4, une autorisation provisoire pour une durée maximale de six mois.

Quand le Ministre accorde une autorisation provisoire, il en informe dans le mois le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 3. L'autorisation visée à l'article 2 fait l'objet d'une demande préalable introduite par lettre recommandée auprès du Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions et auprès du secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

La demande comporte notamment les données suivantes :

1° la dénomination de l'organisme ou de la société exploitant le service;

2° s'il s'agit d'une société ou d'un organisme autre que la RTBF :

- les statuts de la société;
- le montant du capital et sa composition, s'il échet;
- l'adresse du siège social et du siège d'exploitation;

3° la nature et la description fonctionnelle du service, en ce compris son mode de financement, le montant de la rémunération éventuellement perçue auprès du destinataire et, le cas échéant, les ressources publicitaires escomptées, les informations pertinentes sur l'appareillage utilisé et, s'il a lieu, le système d'embrouillage utilisé;

4° les conditions relatives à la transmission technique du service ainsi qu'à l'étendue des zones couvertes par la transmission;

5° la description et l'origine du contenu du service;

6° la description du public visé par le service.

Des informations complémentaires seront requises s'il y a lieu par les services du Gouvernement.

Art. 4. Dans le mois de la réception de la demande, le secrétariat général du ministère de la Communauté française notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci pour avis au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

La notification visée à l'alinéa 1^{er}, précise si le service pour lequel la demande est introduite relève d'une des catégories visées à l'article 5, § 2.

Dans les deux mois à compter de la date d'envoi de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend son avis, conformément au prescrit de l'article 38, § 1^{er}, 1^{er}, du décret du 17 juillet 1987. A défaut d'avis dans les deux mois, celui-ci est réputé favorable.

Dans le cas de l'article 5, § 2, a), le délai susdit est porté à trois mois.

Dans le cas où une autorisation provisoire aurait été accordée conformément à l'article 2, l'avis du C.S.A. porte aussi évaluation de la manière dont le service a été mis en œuvre suite à cette autorisation.

Art. 5. § 1^{er}. L'autorisation est délivrée par le Gouvernement dans les deux mois à compter de la notification de l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

A défaut de décision du Gouvernement dans le délai susdit, l'autorisation est réputée acquise.

Le refus d'autorisation doit être motivé.

§ 2. L'autorisation n'est pas réputée acquise quand le service relève des catégories suivantes :

a) services dont le contenu comporte une part significative d'œuvres audiovisuelles;

b) services fournis moyennant rémunération par le destinataire;

c) services constituant des offres faites directement au public en vue de la vente, de l'achat, de la location de produits ou en vue de la fourniture de services contre rémunération.

§ 3. Aucune autorisation ne peut être délivrée, pour la mise en œuvre de services correspondant à des missions de service public des organismes de service public relevant de la Communauté française ou de personnes morales relevant de la Communauté française et investies de missions spécifiques de service public, à des opérateurs distincts des organismes publics ou personnes morales susdites. Les services suivants sont notamment visés par le présent article :

- les services relevant des missions de la RTBF, telles que décrites dans son statut;
- les services relevant des missions des TVLC, telles que définies à l'article 4, 2°, du décret;
- les services d'accès aux documents et aux informations détenus par les services susdits;
- les services d'enseignement à distance;
- les services de la Médiathèque de la Communauté française de Belgique.

Art. 6. Lorsqu'il s'agit d'un service dont le contenu comporte une part significative d'œuvres audiovisuelles, le Gouvernement peut assortir son autorisation de conditions visant notamment à :

- offrir des garanties relatives à la prise en charge des droits d'auteurs et des droits voisins;
- prévoir des dispositions relatives aux droits de priorité et d'exclusivité, ainsi qu'à la chronologie des médias;
- prévoir des dispositions visant la promotion de la production culturelle de la Communauté française et des Etats membres de l'Union européenne;
- introduire, s'il échet, des dispositions garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et veillant à ce qu'il n'y ait pas d'émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général, portant atteinte au respect de la dignité humaine, et notamment contenant des incitations à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier pour des raisons de race, de sexe ou de nationalité.

Art. 7. Lorsqu'il s'agit d'un service fourni moyennant rémunération par le destinataire, l'autorisation comporte notamment les éléments suivants :

- dispositions relatives aux conditions d'accès au service;
- dispositions relatives aux modalités de paiement.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsqu'il s'agit d'un service constitué uniquement d'offres faites directement au public en vue de la vente, de l'achat, de la location de produits ou en une de la fourniture de services contre rémunération, l'autorisation prévoit en tout cas les dispositions relatives à la production effective en Communauté française.

§ 2. La transmission des services visés au paragraphe premier doit être identifiée au moyen d'un signe ou signal distinctif, ne prêtant pas à confusion.

Ces services ne peuvent contenir de la publicité commerciale, sauf autorisation du Gouvernement et sans préjudice des réglementations en vigueur.

§ 3. Chaque offre doit mentionner distinctement le coût, taxes comprises, des techniques de communication à distance utilisées pour obtenir toutes informations complémentaires sur celle-ci et pour passer commande. En cas de recours à un appel téléphonique, le numéro appelé doit obligatoirement être situé en Belgique.

§ 4. Les offres doivent faire l'objet d'un enregistrement sur un support durable et doivent être conservées pendant six mois.

Art. 9. Chaque année, au plus tard le 30 juin, la société ou l'organisme autorisé présente au Gouvernement un rapport d'activités portant notamment sur le chiffre d'affaires réalisé, le type de produits et services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu. Le rapport d'activités comporte la liste actualisée des services et de leur contenu visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°.

La société ou l'organisme autorisé informe sans délai le Gouvernement de toute modification apportée aux données mentionnées à l'article 3.

Art. 10. La société ou l'organisme autorisé est responsable du service qu'il exploite, en ce compris le cas où il assure des fonctions d'intégration vis-à-vis des fournisseurs de contenu indépendants de cette société ou de cet organisme.

Art. 11. Le Gouvernement peut retirer, après mise en demeure et préavis de un mois, l'autorisation en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et des conditions inscrites dans les arrêtés d'autorisation.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 25 novembre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

F. 97 — 261

IS - C - 97/290501

25 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de produktie van andere diensten op de kabel

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zoals gewijzigd, inzonderheid op zijn artikel 19^{quater};

Gelet op het advies nr. 163 van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap betreffende de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap ten opzichte van de nieuwe technologieën inzake

Gelet op het advies nr. 186 van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap betreffende de productie van andere diensten op de kabel;

Gelet op het advies van de Raad van State van 14 oktober 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met de audiovisuele sector,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) het decreet : het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zoals gewijzigd;

b) dienst : de andere radio-omroepdiensten in de zin van de leden 1 tot 3 van artikel 19^{quater} van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, te weten de andere diensten dan de klankprogramma's en de televisieprogramma's bestemd voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan, uitgezonden door de "RTBF" of een radio-omroepinstelling, met het oog op de terbeschikkingstelling, al dan niet samen met dergelijke programma's, van tekens, signalen, teksten, beelden, klanken of boodschappen van alle aard, zonder onderscheid bestemd voor het publiek in het algemeen, voor een deel ervan of voor categorieën van het publiek, wanneer de inhoud van de boodschap geen private correspondentie is.

Vormen inzonderheid radio-omroepdiensten voor de toepassing van dit besluit :

1° de diensten voor thematische programma's of programma's bestemd voor een specifiek publiek;

2° de diensten met toegevoegde waarde zoals televerkoop;

3° de teletekstdiensten;

4° de distributiediensten of de diensten op verzoek, die zich kenmerken door interactiviteit, zoals :

— de televisie met betaling per vertoning;

— de quasi-video op verzoek;

— de video op verzoek;

— de programma's voor afstandsvorming.

Het betreft hier betaal- of gecodeerde diensten;

c) de maatschappij : iedere rechtspersoon die geen distributiemaatschappij is, die haar maatschappelijke zetel of exploitatiezetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft, bedoeld bij artikel 19^{quater}, lid 3, van het decreet, onverminderd artikel 21 van het decreet;

d) instelling : de "RTBF" en elke radio-omroepinstelling, die haar maatschappelijke zetel of haar exploitatiezetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad heeft, bedoeld bij artikel 19^{quater}, lid 1, van het decreet en omschreven in zijn artikel 1, 7^{bis}.

Art. 2. Voor de productie via de kabel van een dienst door een maatschappij of een instelling is er voor elke dienst een individuele en niet overdraagbare vergunning vereist die door de Regering aan deze maatschappij of aan deze instelling wordt toegekend.

De vergunning wordt voor drie jaar toegekend en is hernieuwbaar.

De aanvraag tot hernieuwing wordt ten minste zes maanden vóór het verstrijken van de vergunning ingediend en volgt de in dit besluit beschreven procedure.

Onverminderd de bepalingen van artikel 4 kan de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, vanaf de ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag en vóór elke ontvangst van het in artikel 4 bedoelde advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, een voorlopige vergunning toekennen voor een maximale duur van zes maanden.

Wanneer de Minister een voorlopige vergunning toekent, deelt hij dit binnen de maand mede aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

Art. 3. Om de bij artikel 2 bedoelde vergunning te kunnen bekomen, moet eerst bij aangetekend schrijven een voorafgaande aanvraag ingediend worden bij de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort en bij de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

In de aanvraag zijn inzonderheid volgende gegevens vermeld :

1° de benaming van de instelling of de maatschappij die de dienst uitbaat;

2° wanneer het een maatschappij of een andere instelling dan de "RTBF" betreft :

— de statuten van de maatschappij;

— het bedrag van het kapitaal en, in voorkomend geval, zijn samenstelling;

— het adres van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel;

3° de aard en de functionele beschrijving van de dienst, met inbegrip van de wijze waarop hij gefinancierd wordt, het bedrag van de vergoeding die eventueel van de bestemming wordt ontvangen en, in voorkomend geval, de verwachte reclame-inkomsten, de pertinente informatie over de gebruikte apparatuur en, in voorkomend geval, het gebruikte storsysteem;

4° de voorwaarden betreffende de technische overbrenging van de dienst en de uitgestrektheid van de door de overbrenging gedekte zones;

5° de beschrijving en de oorsprong van de inhoud van de dienst;

6° de beschrijving van het door de dienst bedoelde publiek.

Bijkomende inlichtingen zullen desgevallend door de Diensten van de Regering gevraagd worden.

Art. 4. Binnen de maand waarin de aanvraag wordt ontvangen, geeft het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan de aanvrager er kennis van dat zijn aanvraag zal worden onderzocht en stuurt deze voor advies door naar de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

De in lid 1 bedoelde kennisgeving bepaalt of de dienst waarvoor de aanvraag is ingediend, ingedeeld is in een van de bij artikel 5, § 2, bedoelde categorieën.

Binnen de twee maanden, te rekenen vanaf de datum waarop de in lid 1 bedoelde kennisgeving werd verzonden, brengt de Hoge Raad voor de audiovisuele sector zijn advies uit, overeenkomstig wat bepaald wordt in artikel 38, § 1, 1°, van het decreet van 17 juli 1987. Komt er geen advies binnen de twee maanden, dan wordt het als gunstig beschouwd.

In het geval van artikel 5, § 2, a), wordt de hoger vernoemde termijn op drie maanden gebracht.

Ingeval een voorlopige vergunning werd toegekend overeenkomstig artikel 2, geeft het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector ook een evaluatie over de manier waarop de dienst in werking is getreden ten gevolge van deze vergunning.

Art. 5. § 1. De vergunning wordt door de Regering afgeleverd binnen de twee maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van het advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

Komt er geen beslissing van de Regering binnen voornoemde termijn, dan wordt de vergunning als verkregen beschouwd.

De weigering van de vergunning moet met redenen omkleed worden.

§ 2. De vergunning wordt niet als verkregen beschouwd wanneer de dienst in de volgende categorieën is ingedeeld :

- a) diensten waarvan de inhoud een merkelijk deel van audiovisuele werken omvat;
- b) diensten geleverd tegen betaling door de bestemming;
- c) diensten die rechtstreeks op het publiek gerichte aanbiedingen zijn met het oog op de verkoop, de aankoop, de verhuur van producten of de verrichting van diensten tegen vergoeding.

§ 3. Geen vergunning mag toegekend worden voor diensten die beantwoorden aan opdrachten van openbare dienst van instellingen van openbare dienst die afhangen van de Franse Gemeenschap of van rechtspersonen die van de Franse Gemeenschap afhangen en belast zijn met specifieke opdrachten van openbare dienst, aan operators die geen overheidsinstellingen of voornoemde rechtspersonen zijn. Bij dit artikel worden inzonderheid de volgende diensten bedoeld :

- de diensten die behoren tot de opdrachten van de "RTBF" zoals beschreven in haar statuut;
- de diensten die behoren tot de opdrachten van de lokale en communautaire televisies zoals bepaald in artikel 4, 2°, van het decreet;
- de diensten die toegang verschaffen tot de documenten en inlichtingen die in het bezit zijn van voornoemde diensten;
- de diensten voor afstandsonderwijs;
- de diensten van de Mediateek van de Franse Gemeenschap van België.

Art. 6. Wanneer het een dienst betreft waarvan de inhoud een merkelijk deel van audiovisuele werken omvat, kan de Regering haar vergunning afhankelijk stellen van voorwaarden, inzonderheid met de bedoeling :

- waarborgen te bieden inzake tenlasteneming van de auteursrechten en aanverwante rechten;
- in bepalingen te voorzien betreffende de prioriteits- en de exclusiviteitsrechten, alsook de chronologie van de media;
- in bepalingen te voorzien voor de bevordering van de culturele productie van de Franse Gemeenschap en van de Lid-Staten van de Europese Unie;
- in voorkomend geval, bepalingen in te voeren om de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen te waarborgen en om ervoor te zorgen dat er geen uitzendingen worden toegelaten die strijdig zijn met de wetten of het algemeen belang, die de menselijke waardigheid aantasten, die inzonderheid aansporen tot discriminatie, haat of geweld, inzonderheid omwille van ras-, geslachts- of nationaliteitsbeschouwingen.

Art. 7. Wanneer het gaat om een dienst geleverd tegen vergoeding door de bestemming, omvat de vergunning inzonderheid de volgende gegevens :

- bepalingen betreffende de voorwaarden voor toegang tot de dienst;
- bepalingen betreffende de betalingsmodaliteiten.

Art. 8. § 1. Wanneer het een dienst betreft die uitsluitend gebaseerd is op aanbiedingen die rechtstreeks tot het publiek worden gericht met het oog op de verkoop, de aankoop, de verhuur van producten of de verrichting van diensten tegen vergoeding, stelt de vergunning in elk geval de bepalingen vast betreffende de effectieve productie in de Franse Gemeenschap.

§ 2. De overbrenging van de in lid 1 bedoelde diensten moet geïdentificeerd worden door een onderscheidings-teken of -signaal, die geen verwarring kunnen veroorzaken.

Deze diensten mogen geen commerciële reclame inhouden, behoudens vergunning van de Regering en onverminderd de geldende reglementeringen.

§ 3. In elk aanbod moet klaar en duidelijk de kostprijs, taksen inbegrepen, vermeld staan van de technieken voor afstandscommunicatie die worden aangewend om alle bijkomende informatie hierover te bekomen en om bestellingen te doen.

Ingeval een telefoonoproep-hierbij te pas komt, moet het opgeroepen nummer noodzakelijk in België te vinden zijn.

§ 4. De aanbiedingen moeten opgenomen zijn op een duurzame drager en gedurende zes maanden bewaard worden.

Art. 9. Elk jaar, uiterlijk 30 juni, legt de maatschappij of de instelling die de vergunning heeft verkregen aan de Regering een activiteitenverslag voor, waarin onder meer sprake is van de verwezenlijkte omzet, het soort aangeboden producten en diensten, de eventueel opgenomen klachten en de manier waarop geantwoord werd. Het activiteitenverslag omvat de geactualiseerde lijst van de diensten en hun inhoud, bedoeld bij artikel 3, lid 1, 5°.

De maatschappij of de instelling die de vergunning heeft verkregen, brengt onverwijld de Regering op de hoogte van elke wijziging van de in artikel 3 vermelde gegevens.

Art. 10. De maatschappij of de instelling die de vergunning heeft verkregen, is aansprakelijk voor de dienst die zij uitbaat, met inbegrip van het geval waarbij zij integratiefuncties uitoefent ten opzichte van de inhoudsleveranciers die onafhankelijk zijn van deze maatschappij of deze instelling.

Art. 11. De Regering kan de vergunning intrekken na een ingebrekestelling en een vooropzeg van een maand, indien de bepalingen van dit besluit en de voorwaarden die in de besluiten tot toekenning van de vergunning zijn opgenomen, niet nageleefd worden.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 25 november 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

N. 97 — 262

[C - 97/27069]

23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment les articles 47 à 49, 85, alinéa 1^{er}, 3°, a) et b), remplacé par l'arrêté royal du 16 mars 1965, 87 et 144, modifié par l'arrêté royal du 10 mai 1965;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales, accordée par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux employeurs publics qui occupent des travailleurs handicapés en vue de compenser leur perte de rendement;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 78;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 24 octobre 1996;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, faite le 24 octobre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° Ministre : le Ministre de l'Action sociale;

4° rémunération : salaire brut majoré de la cotisation patronale due, en ce compris, les cotisations pour les vacances annuelles, en vertu de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, déduction faite des réductions de charges sociales et des exonérations.

CHAPITRE II. — Conditions d'agrément

Art. 3. Outre les conditions générales d'agrément prévues à l'article 54 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les entreprises de travail adapté doivent répondre aux conditions d'agrément suivantes :

1° être réservées par priorité aux personnes handicapées telles que définies à l'article 2 du décret et qui ne peuvent provisoirement ou définitivement exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail;

2° ne pas occuper plus de 20 % de travailleurs valides par rapport au nombre de travailleurs handicapés engagés dans les liens d'un contrat de travail ou visés à l'article 11 pour lesquels l'Agence octroie une intervention;

3° assurer aux personnes handicapées une valorisation de leurs compétences, une formation continue chaque fois que possible, une adaptation des postes de travail et un processus d'évolution susceptible de permettre un transfert vers l'emploi ordinaire ou la promotion du travailleur au sein de l'entreprise de travail adapté;